Parti communiste français
commission *Santé*
sante@pcf.fr
tél : 01 40 40 12 78
mars 2010

globule rouge INFO

POURSUIVRE et amplifier !

Indéniablement, les problématiques de la santé et de la protection sociale ont été au cœur des débats et des propositions lors des élections régionales. C'est d'autant plus important que c'est bien dans la dimension politique que ce fut le cas, puisque ce n'est pas une compétence de ces collectivités.

Les axes portés par notre commission ont été largement repris par les listes du Front de Gauche et par les candidates et candidats communistes dans les autres régions.

Nous n'avons pas réussi à tenir un débat dans chaque région avant le premier tour, mais ce n'est que partie remise et nous sommes toujours disponibles pour le faire dans les semaines prochaines.

Nous considérons que la proposition de tenir des Assises sur la Santé dans le début du mandat des conseillers régionaux est importante à concrétiser rapidement. C'est utile de mettre cela en œuvre pour obliger toutes les composantes à se prononcer sur cette question centrale et d'aborder ainsi celles de la réponse aux besoins de la population, mais aussi celle des conditions d'exercice pour les professionnels et celle du financement de la protection sociale.

Les sujets de la retraite et de la dépendance vont aussi être sur le devant de l'actualité dans les toutes prochaines semaines. Nos propositions clairement alternatives vont devoir être largement portées pour ouvrir des perspectives face aux mauvais coups que le pouvoir va asséner. Ce sera aussi le cas pour la psychiatrie où la dérive sécuritaire va être accentuée dans la démarche du président de la république.

Nous avons donc bien à poursuivre et amplifier notre travail d'information et de contact étroit avec l'ensemble des actrices et acteurs de la Santé.

supplément spécial salariés au mensuel globule rouge INFO
commission Santé/protection sociale

FÉVRIER 2010

à cœur ouvert

de l'organisation du REFUS à des RASSEMBLEMENTS offensifs

Pas un jour sans des expressions de refus, des actions syndicales, des pétitions sur ligne pour stigmatiser la mise en œuvre de la loi Bachelot, appeler à dire NON, rassembler pour l'hôpital public, le respect des professionnels de santé et des usagers. La mise en mouvement est réelle sous des formes décidées par les acteurs eux-mêmes, alliant le local au national.

L'APHP de Paris, la riposte s'organise après l'annonce du plan de démantèlement du premier CHU de France. Déjà mobilisés depuis plusieurs mois, les chefs de service, les médecins universitaires remontent au créneau pour dénoncer cette opération de casse. Ainsi, la direction de l'APHP ne prévoit pas moins de 3 à 4 000 suppressions de postes et la disparition de plusieurs dizaines de services, et cela dans un contexte de manque d'effectifs, d'aggravation des conditions de travail et de soins, de dégradation des missions de service public. Partout la mobilisation s'organise, des intersyndicales sont convoquées, des rapprochements sont prévus avec le *Mouvement de la défense de l'hôpital public*…

Les infirmières contre l'ordre se sont fortement mobilisées. Dès l'annonce de la mise en place d'un ordre national infirmier, et reconnaissant là la volonté affichée de casser le statut hospitalier public, toute la profession a progressivement fait « la grève de la cotisation ». Le refus d'envoyer leur dossier d'inscription, devenu au fil des mois **majoritaire**, ressemble étrangement à un mouvement de désobéissance civile et cela n'est pas sans effet, d'une part sur d'autres professions, mais aussi… sur certains députés UMP qui doutent aujourd'hui de la pertinence des ordres !

Au cœur du remodelage social, la retraite des soignants : par un chantage intolérable, la ministre Bachelot, au nom de la reconnaissance justifiée de la qualification, remet en cause la reconnaissance de la pénibilité pour les infirmières, les kinés, les manipulateurs-radio et assistantes sociales du secteur public. En « échange » de la reconnaissance du niveau Bac+3 (licence), ces soignants et paramédicaux perdraient l'acquis du départ à la retraite anticipée en reconnaissance de la pénibilité de ces métiers ! Alors que la résistance s'organise pour la reconnaissance de la pénibilité, laissons la parole à une infirmière de Cochin : « *Je suis infirmière depuis 34 ans. J'ai eu 55 ans en novembre 2009. Je pars fatiguée par le manque de personnel depuis deux ou trois ans. J'ai toujours peur de faire une erreur de prescription, de devenir impatiente par manque de temps. Nous travaillons en non-stop, sans manger. La nouvelle maternité de Cochin va supprimer le quart des IDE et le tiers des aides-soignantes et des auxiliaires de puériculture. Avec 6 000 accouchements par an, comment bien s'occuper des patientes dans de telles conditions ?* »

Mobilisées face aux menaces sur le droit à l'IVG, partout, les femmes, avec leurs associations et/ou regroupées dans des comités de défense unitaires, donnent de la voix. L'action «en réseau» s'organise à Paris autour des centres de l'APHP et des autres hôpitaux publics, mais aussi en province, à Lyon, à Orléans, marquée par de nombreux rassemblements où les militant-e-s communistes prendront toute leur place.

Les usagers du service public, les associations de malades ne sont pas en reste. Les comités de défense, les signataires des pétions en ligne attestent de la montée en puissance des expressions et initiatives citoyennes. Nous assistons bien à un grand mouvement d'opinion de refus et de résistance pour préserver nos acquis de système de santé publique et mettre en échec les contre-réformes destructrices du gouvernement. Au centre nous retrouvons toujours l'exigence de satisfaction des besoins humains et les questions de financement.

Il y a bien là tous les possibles pour se rassembler sur des objectifs et des propositions majoritaires pour l'hôpital public, le financement de la protection sociale et les revendications des professionnels de la santé, avec confiance et audace. Le mouvement social dans sa diversité, et ses inégalités, peut se ressourcer dans des perspectives politiques clairement ancrées à gauche. C'est l'engagement de nombreux syndicalistes et d'acteurs des mouvements de défense des hôpitaux qui ont rejoint les listes régionales en partenariat avec le Parti communiste et qui participent ainsi à la co-élaboration de propositions en rupture avec la logique financière et les politiques de casse de la santé publique. C'est le sens que les candidates et candidats présentés par le Parti communiste français donnent à leur présence pour ces élections régionales.

Évelyne Van der Heym

PCF Parti communiste français
2 place du Colonel Fabien 75019 Paris
sante@pcf.fr
www.pcf.fr

la commission **Santé protection sociale** se réunira le **samedi 10 avril de 9 h 30 à 16 h 30** au CN du PCF

sante@pcf.fr

Simone Fayaud, Jean-Luc Gibelin
animateurs de la commission
Santé/protection sociale

SUR L'AGENDA de la commission

Réunion de la commission

Elle se tiendra le 10 avril. Nous souhaitons y traiter plusieurs sujets, avec une rapide introduction et un échange spécifique. Nous ferons un point sur l'actualité sociale après ces élections régionales et les mouvements sociaux de la période.

Nous voulons traiter ensuite un point d'étape de la mise en œuvre de la loi HPST, nous aurons ensuite un échange sur *Démographie et retraite*, afin de tordre le coup aux arguments prétendant comme inéluctable la réforme prévue des retraites à ce motif-là.

Nous ferons ensuite le point sur la préparation de l'initiative *Retraite* de juin qui se tiendra au Sénat. Nous traiterons ensuite un point sur la médecine du travail.

Nous avons décidé de mettre en place des groupes de travail sur des sujets plus spécifiques ; ces groupes se réuniront entre 14 h 30 et 16 h 30.

La psychiatrie

À l'initiative des sénatrices et sénateurs du groupe CRC-SPG, une réunion se tiendra le 5 mai de 15 heures à 19 heures au Sénat.

La proposition est d'intituler ce débat : *Psychiatrie, entre politiques sécuritaires et contraintes économiques, quelle place pour le patient ?*

Comme l'intitulé du débat l'indique, le déroulé se fera en deux temps :

- une première partie consacrée à la politique de la peur et à l'approche sécuritaire de la psychiatrie (autour des membres de la commission des lois)
- puis, pour la seconde partie, autour d'une problématique plus médicale, avec les questions et les enjeux que porte le rapport Couty et la transposition à la psychiatrie des dispositions de la loi HPST.

lutte exemplaire des personnels de l'AP-HP

COMMUNIQUÉ DU SECTEUR SANTÉ PCF/IDF

Vendredi matin 12 mars, plusieurs centaines de personnels administratifs, ouvriers et hospitaliers se sont rassemblés devant le siège Ave Victoria pour dire Non à la casse de l'AP-HP. Ils ont eu le soutien d'élus, parlementaires, militants et candidats du Front de Gauche, dont Pierre Laurent, tête de liste IDF. Un accueil musclé leur a été réservé, dont gaz lacrymogène et matraque sur un élu et des militants.

Les représentants du personnel ont obtenu l'ouverture de vraies négociations avec B. Leclercq, qui débuteront le 15 mars. Voici les 2 points essentiels :

- le plan stratégique 2010-2014 qui ne sera présenté aux instances qu'à l'issue de ces rencontres
- aucun transfert ne se fera sans concertation préalable avec les organisations syndicales.

La note d'engagement du DG de l'APHP, es qualité :

- prend acte de la mobilisation des personnel
- décide que pour chaque projet du plan stratégique et autre projet stratégique d'établissement étant ou ayant été proposé par le Conseil exécutif la mise en œuvre est suspendue jusqu'à la fin des négociations menées par les organisations syndicales au niveau tant local que central… c'est une donnée très importante qui permet aux organisations syndicales de reprendre la main sur la politique programmée pour l'APHP et sur la nécessité de négocier et non de leur présenter des projets déjà ficelés
- l'instruction sera donnée aux chefs d'établissement le 15 mars, d'un début de négociations sur l'emploi et le projet
- ouverture du calendrier des négociations au lundi 15 mars.

S'agissant du projet de modernisation du siège, une réunion de concertation et des négociations sur la base d'un état des lieux de l'existant avec son impact sur l'emploi, les qualifications, les conditions de travail et le patrimoine, avant avis des instances locale et centrale, a été obtenue.

Une négociation sera ouverte sur les perspectives et le financement de la promotion professionnelle pour la période 2010/2014, année par année. Ce qui est très important pour la formation initiale et tout au long de la vie et l'enjeu sur l'emploi.

Les communistes et élus d'Île-de-France, comme ils l'ont fait avec le Front de gauche, vont être attentifs dans les jours à venir à la mise en application de ce document. Ils seront aux côtés des organisations syndicales pour que s'engagent, des négociations sur l'emploi, site par site, dans une concertation globale avec le directeur général.

Les candidats Front de gauche seront demain, face à Évin, Le Guen et Bachelot, les meilleurs relais à ces actions.

Les communistes d'Île-de-France vont dans les prochains jours de nouveau lancer un appel à la population sur la question de l'avenir de l'APHP et du système de santé en France, au regard de nos propositions notamment d'Assises franciliennes de la santé organisées par la Région nouvellement élue et de financement de l'assurance maladie.

Nous continueront à mener la lutte contre les effets de la loi HPST, portée par Évin et l'AP-HP, et ses conséquences en matière de regroupement des hôpitaux.

Nous sommes toutes et tous concernés en tant que professionnels, mais aussi en tant que patients potentiels. Seul, un mouvement sur tous les hôpitaux de l'AP-HP peut faire avancer ces revendications.

Les communistes et élus Île-de France du PCF apportent tout leur soutien à l'intersyndicale et agissent pour un moratoire du plan de restructuration et des suppressions de postes, de services, d'hôpitaux à l'AP-HP.

Avec Rosemay Rousseau, Nathalie Marchand, Jean-Marc Devauchelle, Thierry Guigui…, syndicalistes de L'AP-HP impliqués dans l'action, candidat-e-s Front de Gauche aux régionales, mais aussi tous les autres candidats *Santé* de la liste conduite par Pierre Laurent, dés le premier tour dimanche, vous pouvez aider dans ce sens.

Assistance publique Hôpitaux de Paris

UNE MONTÉE EN PUISSANCE

Les actions syndicales menées essentiellement par une très large intersyndicale qui dure à l'APHP ont pris un nouveau tour ces dernières semaines.

Les concrétisations du plan stratégique imposé par le ministère des Finances au plus grand CHR d'Europe deviennent sensibles et palpables. Cela a d'ailleurs des échos dans l'ensemble de la région, au-delà des seuls établissements de l'APHP.

La constitution des listes du Front de Gauche s'est faite dans ce climat. Il n'est donc pas étonnant que dans de nombreux départements, on ait retrouvé des candidates et candidats impliqué-e-s dans les mouvements sociaux de la santé. Ce fut le cas pour un professeur de médecine, chef de service, pour plusieurs dirigeantes syndicales. C'est aussi dans ce cadre qu'il faut mettre en perspective la tenue de plusieurs débats spécifiques sur la santé.

C'est aussi pour cela que les tracts spécifiques *Santé* ont été largement distribués. La présence des militantes et militants, mais aussi des élus du Parti, dans les manifestations et rassemblements, a été appréciée.

La perspective politique clairement à gauche, les propositions alternatives pour un autre financement de la protection sociale permettant de répondre aux attentes des personnels sont indispensables pour que le mouvement revendicatif puisse espérer déboucher de manière positive. C'est l'expérience en cours grandeur nature…

À suivre donc !

manifestation à Die

parole d'élu

l'hôpital Vital

par **Philippe Leeuwenberg**
conseiller municipal à Die
membre du CA de l'hôpital de Die
vice président du
Collectif de défense de l'hôpital

La mobilisation des habitants, des élus, autour du *Collectif de défense de l'hôpital* de Die, a permis de maintenir la maternité et la chirurgie d'urgence. À Valréas, le comité a gagné au tribunal le maintien de la maternité. Mais Bachelot, ministre de la Santé, est sournoise, car les moyens humains (sages-femmes, gynécologues, pédiatres) ne sont pas là. Et pour cause, elle met en œuvre sa loi *Hôpital, patient, santé, territoire* sans attendre la publication des décrets.

Cette loi démantèle l'égalité d'accès à la santé sur tout le territoire en réduisant les 1500 hôpitaux à 250 CHT (*Communauté hospitalière de territoire*). Le nouveau système porte aussi atteinte à la démocratie dans le service public hospitalier puisque les CA n'auront plus le droit de vote, mais seront uniquement « consultés ». Pour Sarkozy, peu importe que la santé soit un droit constitutionnel.

L'argument de la sécurité est fallacieux. Si on élimine l'hôpital de Valréas, de Buis-les-Baronnies ou celui de Die, on a des temps de transport allant jusqu'à deux heures, voire plus en cas de conditions météo défavorables (hiver 2010). Les spécialistes préconisent 20mn pour une urgence, 45mn pour un accouchement. Qui peut croire à plus de sécurité dans de telles conditions ?

L'argument financier ne fonctionne pas non plus. Le gaspillage réalisé lors de la campagne contre le H1N1 est équivalent au « déficit » des hôpitaux. De l'argent, il y en a pour les banques, il y en a donc pour la santé.

La lutte continue. Il y a plus de 150 décrets d'application qui tardent à sortir, car après la campagne désastreuse du vaccin H1N1 Bachelot n'est pas en position de force.

À Die, nous alertons sur le projet de décret annonçant la fermeture des blocs opératoires faisant moins de 1500 actes par an. Ce serait la fin de la chirurgie d'urgence et par conséquent de la maternité. Nous devons empêcher chacun des décrets de sortir en soutenant les mobilisations citoyennes et en faisant un front d'élus face au gouvernement.

Il nous faut demander:
- le retrait de la loi Bachelot
- le retrait de la T2A
- les moyens humains et financiers nécessaires au bon fonctionnement de tous les hôpitaux.

LA FIÈVRE MONTE à Amiens

CHARRETTE MÉDICALE

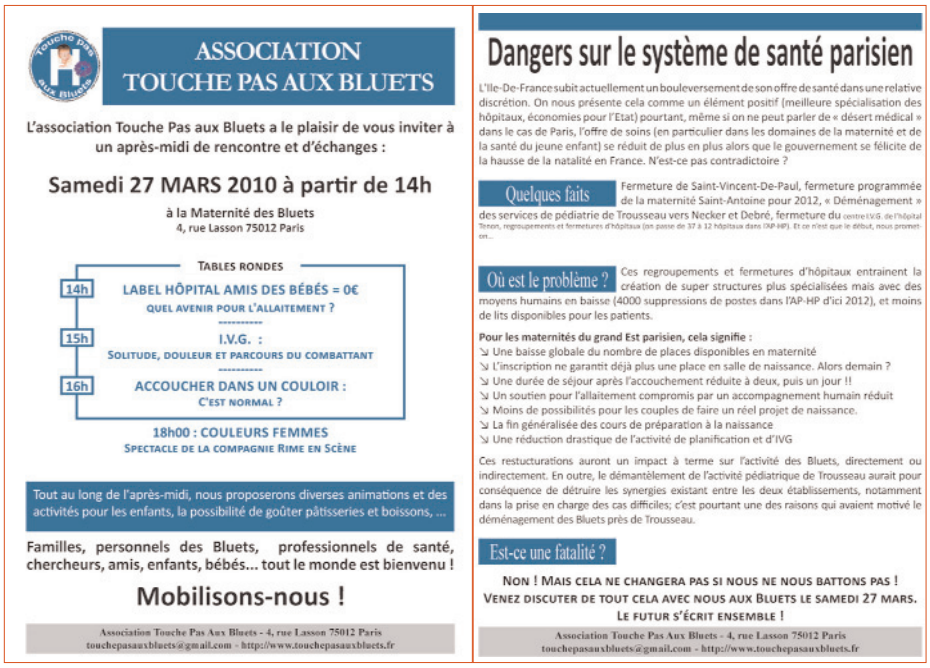
Des choses graves sont en préparation du côté d'Amiens.

Une « charrette » de 20 équivalents temps plein de médecins, ce qui représente environ une cinquantaine de personnes est en cours de préparation dans la plus grande opacité.

Il s'agit de noms professionnellement reconnus. Notre camarade Patrick Kaczmarek en fait partie. Son activité professionnelle consiste à assurer purement et simplement la maintenance du centre d'orthogénie du CHRU d'Amiens qui assure 1200 IVG par an sur les 5400 réalisées en Picardie. Son licenciement mettrait largement en cause le droit à l'avortement pour une grande partie des Picardes.

Cette annonce faite mi-février a soulevé beaucoup d'émotion. La pression monte et la vigilance est particulièrement de mise. D'autant que c'est l'opacité la plus totale sur les raisons invoquées de cette « charrette » et sur les concrétisations de ces suppressions de postes médicaux.

L'UGICT-CGT et *Femmes solidaires* sont complètement impliqués dans cette mobilisation. Des contacts avec le conseil général sont en cours pour empêcher ces mauvais coups.



ASSOCIATION TOUCHE PAS AUX BLUETS

L'association Touche Pas aux Bluets a le plaisir de vous inviter à un après-midi de rencontre et d'échanges :

Samedi 27 MARS 2010 à partir de 14h

à la Maternité des Bluets
4, rue Lasson 75012 Paris

TABLES RONDES

14h LABEL HÔPITAL AMIS DES BÉBÉS = 0€
QUEL AVENIR POUR L'ALLAITEMENT ?

15h I.V.G. :
SOLITUDE, DOULEUR ET PARCOURS DU COMBATTANT

16h ACCOUCHER DANS UN COULOIR :
C'EST NORMAL ?

18h00 : COULEURS FEMMES
SPECTACLE DE LA COMPAGNIE RIME EN SCÈNE

Tout au long de l'après-midi, nous proposerons diverses animations et des activités pour les enfants, la possibilité de goûter pâtisseries et boissons, ...

Familles, personnels des Bluets, professionnels de santé, chercheurs, amis, enfants, bébés... tout le monde est bienvenu !

Mobilisons-nous !

Association Touche Pas Aux Bluets - 4, rue Lasson 75012 Paris
touchepasauxbluets@gmail.com - http://www.touchepasauxbluets.fr

Dangers sur le système de santé parisien

L'Ile-De-France subit actuellement un bouleversement de son offre de santé dans une relative discrétion. On nous présente cela comme un élément positif (meilleure spécialisation des hôpitaux, économies pour l'Etat) pourtant, même si on ne peut parler de « désert médical » dans le cas de Paris, l'offre de soins (en particulier dans les domaines de la maternité et de la santé du jeune enfant) se réduit de plus en plus alors que le gouvernement se félicite de la hausse de la natalité en France. N'est-ce pas contradictoire ?

Quelques faits

Fermeture de Saint-Vincent-De-Paul, fermeture programmée de la maternité Saint-Antoine pour 2012, « Déménagement » des services de pédiatrie de Trousseau vers Necker et Debré, fermeture du centre I.V.G. de l'hôpital Tenon, regroupements et fermetures d'hôpitaux (on passe de 37 à 12 hôpitaux dans l'AP-HP). Et ce n'est que le début, nous promet-on...

Où est le problème ?

Ces regroupements et fermetures d'hôpitaux entrainent la création de super structures plus spécialisées mais avec des moyens humains en baisse (4000 suppressions de postes dans l'AP-HP d'ici 2012), et moins de lits disponibles pour les patients.

Pour les maternités du grand Est parisien, cela signifie :

- Une baisse globale du nombre de places disponibles en maternité
- L'inscription ne garantit déjà plus une place en salle de naissance. Alors demain ?
- Une durée de séjour après l'accouchement réduite à deux, puis un jour !!
- Un soutien pour l'allaitement compromis par un accompagnement humain réduit
- Moins de possibilités pour les couples de faire un réel projet de naissance.
- La fin généralisée des cours de préparation à la naissance
- Une réduction drastique de l'activité de planification et d'IVG

Ces restucturations auront un impact à terme sur l'activité des Bluets, directement ou indirectement. En outre, le démantèlement de l'activité pédiatrique de Trousseau aurait pour conséquence de détruire les synergies existant entre les deux établissements, notamment dans la prise en charge des cas difficiles; c'est pourtant une des raisons qui avaient motivé le déménagement des Bluets près de Trousseau.

Est-ce une fatalité ?

NON ! MAIS CELA NE CHANGERA PAS SI NOUS NE NOUS BATTONS PAS !
VENEZ DISCUTER DE TOUT CELA AVEC NOUS AUX BLUETS LE SAMEDI 27 MARS.
LE FUTUR S'ÉCRIT ENSEMBLE !

Association Touche Pas Aux Bluets - 4, rue Lasson 75012 Paris
touchepasauxbluets@gmail.com - http://www.touchepasauxbluets.fr

les cocos dans les collectifs locaux

DE NOMBREUX collectifs parisiens

Ces dernières semaines, de nombreux collectifs de défense d'établissements parisiens ont été réactivés ou mis en place. Ils ont été très actifs dans la campagne électorale des régionales, imposant de fait que cette question soit au cœur de la campagne. De nombreuses réunions publiques se sont tenues, invitant les têtes des listes aux élections à s'engager concrètement pour la défense et la promotion des structures publiques de la capitale.

Les élus municipaux communistes se sont investis largement dans ces collectifs, comme ce fut le cas pour le collectif de sauvegarde de la maternité de l'hôpital Saint-Antoine ou le collectif pour un nouveau Trousseau. C'est tout autant le cas dans le comité de lutte pour la réouverture du planning familial de Tenon ou la défense de plusieurs centres d'IVG.

Le professeur Albert Bensman, néphrologue pédiatre de l'hôpital Trousseau a été l'invité de la semaine dans *l'Humanité*. Il y a développé son éclairage de professionnel ace à la logique financière à court terme.

À n'en pas douter, cette effervescence n'est pas prête de retomber, la détermination est forte de garder des réponses aux besoins de santé, de qualité et de proximité pour les Parisiennes et les Parisiens.